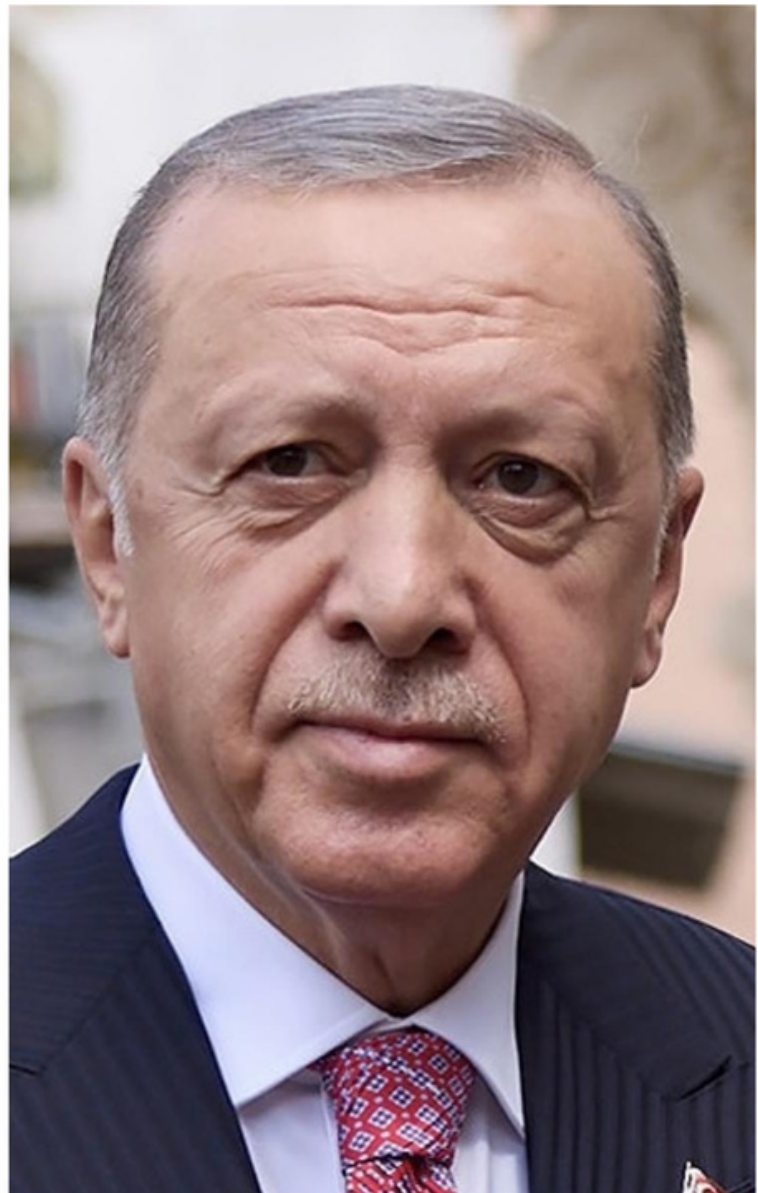




ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE TURQUE: ERDOGAN PEUT-IL TOMBER ?

Par Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des études du Millénaire



AVANT-PROPOS

Les 14 et 28 mai prochains, 64 millions d'électeurs turcs éliront leur président. Cette élection est bien sûr essentielle pour le pays lui-même, mais également pour les Occidentaux et toute la région tant la Turquie y occupe une place stratégique. Tout juste 100 ans après la fondation de la république séculaire de Mustafa Kemal Atatürk, cette élection aura une importance historique, tant pour les 85 millions d'habitants du pays que pour les ambitions de Receyp Tayyip Erdoğan. Au-delà de la destinée des Turcs, le résultat de ces élections revêt une importance particulière pour les Occidentaux du fait du rôle pivot de la Turquie dans la région.

Depuis son arrivée au pouvoir, Receyp Tayyip Erdoğan est progressivement revenu sur les acquis de la période Atatürk. Il est devenu Premier ministre en 2003, après la victoire de son parti islamiste AKP lors des élections législatives de 2002, bénéficiant alors de la crise économique turque de 2001. Cet islamo-conservateur est progressivement revenu sur ce qui avait permis à la Turquie de rejoindre l'OTAN, et de se trouver à la porte de l'Union européenne : à savoir les acquis d'Atatürk qui faisaient de la Turquie un pays laïc moderne et occidental respecté dans la zone.

Son revirement fut constitué par une politique reposant sur deux piliers : islamisme et nationalisme. Erdogan a ainsi participé à la réislamisation du pays en rendant par exemple l'enseignement du Coran obligatoire à l'école ou en autorisant le port du voile dans les universités ou l'administration. Sur le plan international, il a adopté une politique néo-ottomane en rupture avec l'Occident et qui veut faire du pays une puissance régionale non alignée sur l'Europe ou les États-Unis.

Après le référendum constitutionnel de 2017, le régime turc est passé de parlementaire à présidentiel sous l'impulsion de Receyp Tayyip Erdoğan. Avec la réforme, les pouvoirs de la Grande Assemblée nationale de Turquie ont été considérablement diminués, au profit de ceux du président. La fonction de Premier ministre, auparavant choisi par le parlement, a été

abrogée au profit d'un vice-président choisi par le président lui-même, tout comme les ministres. De plus, depuis la double victoire d'Erdoğan et de l'AKP en 2018, les pouvoirs du président sont renforcés avec une majorité solide au parlement.

Les prochaines élections promettent d'être les plus contestées depuis qu'Erdoğan est au pouvoir. Alors que les précédentes lui furent de simples promenades de santé, les sondages, cette fois-ci, ne sont pas favorables au président sortant. De même, le parti présidentiel est crédité de moins de 40% des intentions de vote aux élections législatives et se trouve talonné par le parti républicain du peuple (centre gauche) du rival d'Erdoğan ; Kemal Kılıçdaroğlu. Ce dernier veut profiter du bilan plus que mitigé d'Erdoğan pour espérer l'emporter, même s'il lui faut rester prudent. En effet, ce kémaliste défenseur de la laïcité doit se méfier du vote religieux et idéologique, très important en Turquie, et qui pourrait le desservir. De plus, les sondages et les Occidentaux en général ont tendance à sous-estimer Erdoğan ; en 2018 par exemple, on prétendait qu'il serait mis en ballottage, ce qui ne fut pas le cas. En d'autres termes, la gronde face à la gestion d'Erdoğan pourrait ne pas se traduire forcément par un vote pour l'opposition.

Les raisons de cette gronde sont multiples. Tout d'abord à cause des problèmes économiques, un pouvoir d'achat réduit, une inflation qui est proche des 50% après avoir connu un pic à 85% en octobre, et une livre turque relativement faible. Ensuite, la gestion du séisme de février 2023 est aussi un point noir du bilan d'Erdoğan. Les Turcs lui reprochent sa gestion de la crise mais surtout la corruption qu'il a laissé proliférer dans le pays et qui a entraîné des défauts de construction ayant conduit eux-mêmes à plus de destructions et de morts. De plus, la peur des dérives autoritaires d'Erdoğan peut jouer un rôle lors de cette élection. En 20 ans de règne, Erdoğan, qui avait été élu comme un islamiste modéré, s'est montré plus ferme envers les minorités, ce qui a conduit de nombreux intellectuels à quitter le pays. Enfin, il faut signaler que l'AKP, machine de guerre au service du président turc lors des deux dernières décennies s'est considérablement

affaiblie et ne semble plus faire consensus dans la population. En effet, les changements générationnels de la population turque menacent son hégémonie. Si l'islamo-conservatisme de l'AKP avait pu séduire, en 2002, une population attachée aux traditions, celui-ci ne fait plus autant recette dans une population moins pratiquante, attachée aux libertés et aussi plus critique envers l'autoritarisme d'Erdoğan.

AVANT-PROPOS	2
<i>Un pays en crise.....</i>	6
Une crise économique, monétaire et sociale.....	6
Erdogan : un bâtisseur devenu le fossoyeur de l'économie turque.....	6
La crise économique, un argument de campagne pour les deux candidats	8
Une dérive autocratique	10
Une rupture historique avec l'héritage kémaliste	10
Un état d'urgence permanent depuis le coup d'Etat manqué de 2016.....	11
Une réforme consitutionnelle en 2017 au service d'un idéal autocratique néo-ottoman et islamo-conservateur	12
Une société civile turque sous contrôle.....	13
Une campagne électorale compliquée et d'une rare violence	13
Une Turquie fracturée durablement	13
L'essor du discours islamo-conservateur	14
<i>Erdogan a fait mentir les sondages et se dirige vers une victoire</i>	17
Des thèmes qui font mouche dans l'électorat conservateur	17
Un bilan économique flatteur si l'on oublie les dernières années	19
Un erdogan plus présidentiable et crédible que son opposant	21
<i>Un changement radical encore loin</i>	24
Ascendant Erdogan, même si Sinan Ogan est vu comme le faiseur de roi	24
Cela illustre une méconnaissance occidentale de la turquie et de son peuple.....	26
Un message de plus allant dans le sens des autocraties	28
<i>Les conséquences pour la France et pour l'Europe</i>	30
CONCLUSION	33

UN PAYS EN CRISE

UNE CRISE ECONOMIQUE, MONETAIRE ET SOCIALE

Erdogan : un bâtisseur devenu le fossoyeur de l'économie turque

Les indicateurs économiques turcs sont dans le rouge. Selon les chiffres de l'OCDE, la Turquie affiche au moment de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2023 un taux de chômage supérieur à 10%, avec un taux de chômage des jeunes (- de 25 ans) de 19,5%. Le pays doit également affronter la crise énergétique mondiale et l'inflation qui en découle, **Receyp Tayyip Erdogan est jugé par le peuple turc comme l'un des responsables de la situation économique.** Pourtant, ce dernier a longtemps donné satisfaction aux Turcs sur ce point, en plaçant sa nation sur le chemin de l'émergence au cours de la première décennie de son règne.

Depuis son accession au pouvoir en 2003, Erdogan a bâti un modèle économique qui a permis à la Turquie d'avoir un certain essor avant l'apparition des récents problèmes. En effet, entre 2003 et 2018, la Turquie faisait partie des pays possédant la plus forte croissance, attirant massivement les investisseurs grâce à une politique plutôt libérale fondée sur des réformes économiques et sociales ainsi que des grands projets d'infrastructures. Cette politique lui a permis d'avoir un pays possédant des atouts : une part industrielle importante (25% du PIB), une économie ouverte principalement vers l'Union européenne, et une demande intérieure forte appuyée par une classe moyenne en essor. De plus, il a assuré avant la campagne présidentielle, vouloir bâtir un nouveau modèle économique turque sur les fondements de la Chine sous l'époque de Deng Xiaoping. C'est dire viser la croissance économique à travers un modèle industriel exportateur. Il souhaite produire massivement des biens à bas coûts et les vendre à l'étranger en profitant d'une population jeune, d'une capacité industrielle et d'une proximité du marché européen. Seulement, la Turquie fait face à un déficit de sa balance des paiements courants, en raison d'une faible épargne. Cette situation conduit le pays à être tributaire des

investissements étrangers, et de la confiance des marchés financiers envers sa monnaie. Ainsi la Livre turque est dépendante : d'une forte croissance économique, d'une confiance des marchés financiers et des investissements étrangers pour combler le déficit courant, d'une relative stabilité dans la gestion des affaires économiques, une banque centrale indépendante du pouvoir politique.

La situation s'est retournée lorsque la politique étrangère d'Erdogan a conduit à des brouilles diplomatiques avec les européens et les Américains. Ces dernières tensions peuvent être illustrées par les sanctions américaines sous l'administration Trump contre la Turquie. Ainsi, ces tensions diplomatiques ont conduit les investisseurs étrangers à être frileux dans leurs investissements économiques en Turquie. La tentative de coup d'État contre Erdogan en 2016, la révision constitutionnelle de 2017 et la mainmise d'Erdogan sur le pays (comme sur la banque centrale) dans une tendance autocratique ont accentué cette crise de confiance des investisseurs étrangers. De plus, la nomination de son gendre, Berat Albayrak, au ministère de l'Économie en lieu et place de Mehmet Simsek (figure respectée des marchés financiers), alimente une certaine défiance des acteurs économiques. Enfin, il faut ajouter que les discours économiques du président turque à rebours des théories classiques ont également effrayé les marchés financiers comme sur sa théorie que les taux d'intérêt bas faisaient baisser l'inflation. L'inflation conjuguée à la dépréciation de la livre a considérablement réduit le pouvoir d'achat des ménages notamment sur le pétrole et le blé (dont le conflit en Ukraine a accentué cette hausse), dont le pays est fortement importateur. Ainsi, la politique économique d'Erdogan semble insoutenable en raison de la spirale de l'inflation, de la dépréciation de la monnaie qui minent le pouvoir d'achat des ménages donc de la consommation intérieure turque. Cela mine la croissance économique turque, accentuant davantage le déficit courant et de la balance des paiements.

Ainsi, Recep Tayyip Erdogan a été pointé du doigt pour sa gestion de l'économie qui a découlé sur une crise économique et une crise monétaire sans précédent. Cette situation a mis l'économie en cœur de la campagne

présidentielle pour deux raisons clefs. D'un côté, l'adversaire d'Erdogan, Kemal Kilicdaroglu, a fait de la mauvaise santé de l'économie turque un axe de sa campagne en rejetant la faute sur le président sortant. De l'autre, le programme économique a aussi été central pour Erdogan qui a promis de ramener l'inflation à un chiffre lors du lancement de sa campagne, en profitant pour dire que son opposant n'est pas capable de le faire.

Le pays vit une crise monétaire depuis l'effondrement de la livre turque depuis le tournant de l'année 2018. En effet, la livre turque a quant à elle perdu 95% de sa valeur face au dollar, une situation qui s'est amplifiée avec la crise sanitaire, ce qui rajoute à la détresse ambiante. Cette baisse vertigineuse a commencé avec les sanctions américaines lancées par Donald Trump en 2018, ce qu'Erdogan n'a pas hésité à rappeler à de nombreuses reprises. Pour autant la baisse a continué, avec une monnaie tombée à un niveau historiquement bas en mars.

Alors que la Turquie était dans une situation économique et monétaire difficile depuis l'année 2018, le pays est frappé par une forte inflation qui culmine à près de 50% en avril 2023 après avoir connu un pic à 85% en octobre, quelque chose d'inédit depuis 1998 en Turquie. Pourtant de nombreux experts critiquent ces estimations officielles, en disant qu'encore aujourd'hui l'inflation est de plus de 100%. Cette inflation galopante pèse sur les Turcs et sur leur pouvoir d'achat, faisant du coût de la vie le principal moteur de la gronde sociale. Le pays est englué dans un climat de tensions sociales anxiogènes depuis 2018 et les premières mobilisations de décembre 2018 contre la vie chère qui rythment le pays depuis. Cette situation économique et sociale très mauvaise pour un pays émergent du G20 semblait devoir jouer en la défaveur d'Erdogan.

La crise économique, un argument de campagne pour les deux candidats

Au cours de cette campagne électorale, chaque candidat a cherché à tirer profit de la situation économique à des fins électorales. Il convient de rappeler que la situation est inédite pour les Turcs qui ont vécu près de 15 années de relative prospérité économique.

De nombreux experts imputent la situation négative aux choix économiques douteux d'Erdogan et à une politique économique non viable sur le long terme. En effet, pour contrer la détresse économique, celui-ci a décidé de baisser des taux d'intérêt pour soi-disant aider les ménages et en souhaitant doper la croissance économique. Ainsi, la mise en œuvre d'une politique accommandante accomplit deux objectifs distincts pour Erdogan. D'une part, elle vise à soutenir la croissance turque et l'emploi à long terme. En effet, depuis la crise migratoire de 2015, la Turquie affiche une croissance économique en dents de scie, oscillant entre +7,5% en 2017 et +0,8% en 2019) que la crise sanitaire a accentué. Ainsi, pour accompagner la reprise économique post-crise sanitaire, Erdogan mène cette politique pour soutenir la croissance et donc l'emploi des Turcs. D'autre part, il poursuit un objectif politique. La politique accommodante de la banque centrale turque permet à Erdogan d'afficher de bons résultats économiques. En effet, le Calife ottoman a pu se vanter d'avoir la plus forte croissance économique du G20 en 2021. En accélérant la reprise économique post-crise sanitaire, il a souhaité compenser les effets délétères de la crise économique en Turquie à des fins électorales. En revanche, cette politique a été décriée lors de l'élection présidentielle car elle n'a fait qu'accélérer la tendance inflationniste. De plus, Erdogan a demandé à la banque centrale de garantir l'épargne des Turcs et de compenser les pertes subies par la crise économique, ce qui a rajouté à la spirale négative.

De plus, la bataille électorale s'est également faite sur deux autres points clés. Tout d'abord, l'alimentation est devenue un problème pour bon nombre de Turcs qui n'arrivent plus à se nourrir, ce qui a pu faire penser que la situation économique pouvait jouer en la défaveur d'Erdogan. Alors que le pays est une des puissances agricoles de la région, il a été victime dans un premier temps de la crise alimentaire mondiale issue de la guerre en Ukraine. En effet, le pays est dépendant pour partie des importations céréalières de l'Ukraine comme de la Russie. De surcroît, les mauvais choix économiques d'Erdogan sont jugés comme ayant un impact significatif dans la détresse alimentaire dans laquelle s'est retrouvée une partie du pays. Il a

cherché à tout contrôler, de la politique monétaire aux autorités de régulation, ce qui a précipité la Turquie vers une grande crise. Il a cherché à mettre l'économie au service du politique avec un contrôle de plus en plus accentué et resserré ce qui expliquait sa perte de vitesse dans les sondages d'opinion.

Ensuite, la gestion des tremblements de terre de février 2022 est aussi un point noir dans le bilan d'Erdogan tant elle a accentué la détresse dans une partie de la population qui était habituée à voter pour l'AKP. Erdogan et ses proches sont premièrement accusés de ne pas avoir réagi assez rapidement face à l'ampleur de la catastrophe, entraînant encore davantage de victimes. De plus, c'est la corruption, alimentée et autorisée par l'AKP au niveau local, qui a permis la construction de bâtiments non conformes aux normes antisismiques. Ainsi, l'AKP et Erdogan sont vus comme responsables d'une partie des pertes humaines et matérielles.

Tout cela aurait dû jouer en la défaveur du pouvoir en place, responsables de nombreuses crises dans le pays pour profiter à son adversaire lors de l'élection présidentielle.

UNE DERIVE AUTOCRATIQUE

Une rupture historique avec l'héritage kémaliste

En Turquie, Erdogan est pointé du doigt pour avoir remis en question l'héritage de Mustafa Kemal Atatürk. **Atatürk avait laissé un pays moderne, démocratique, laïc et occidentalisé.** Toutefois, Erdogan et l'AKP sont revenus sur la majorité des acquis de cette période au grand dam de nombreux Turcs. De plus Erdogan est vu comme mettant en péril la démocratie turque, en instrumentalisant le pouvoir.

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2003, les libertés fondamentales et les droits de l'homme ont été bafoués, les droits politiques restreints et la critique passée sous silence. Sous couvert de la raison d'Etat, Erdogan s'est

empressé de restreindre les libertés et de resserrer son emprise sur la société et la machine d'Etat, au mépris des acquis démocratiques et de l'Etat de droit. Il a ainsi participé à l'évolution de la Turquie vers un autoritarisme sans précédent dans l'histoire turque, rappelant l'Empire Ottoman par le contrôle et la concentration des pouvoirs.

L'AKP et Erdogan n'en ont pas fini avec les changements dans le pays, regrettant l'organisation d'élections libres qui pourraient les desservir un jour ou l'autre par exemple. Le premier tour de la présidentielle a montré que le pays n'était pas encore comparable à d'autres autocraties que nous connaissons dans le monde, pourtant nous nous y dirigeons dangereusement et même si aucune infraction majeure n'a été constatée durant ces élections, la machine est clairement dans le camp d'Erdogan avec par exemple un temps de parole plus élevé de 60% à celui de son adversaire. La domination de l'AKP et d'Erdogan sur toutes les sphères de la société est encore imparfaite, même s'ils y aspirent. Cette volonté autocratique s'accompagne des ambitions personnelles d'Erdogan qui n'a de cesse de répéter que l'avenir du pays dépend de la continuité de son pouvoir et de son emprise.

Un état d'urgence permanent depuis le coup d'Etat manqué de 2016

Le coup d'Etat raté de 2016 a été tourné par le gouvernement pour servir ses intérêts et pour ainsi accélérer dans sa dérive autocratique. Le 15 juillet 2016, un coup d'Etat organisé par l'armée a ainsi échoué, mais le gouvernement a pu ainsi déclarer un état d'urgence dans tout le pays. **État d'urgence qui a été prolongé 7 fois entre 2016 et 2018 et a permis à Erdogan de faire tout ce qu'il voulait.** Il a ainsi prétendu devoir prendre des mesures fortes pour contrer les putschistes qui avaient infiltré toutes les institutions et tous les corps de l'Etat. Mais sous couvert de défense de la constitution ou de l'Etat de droit, Erdogan en a profité pour museler certains pouvoirs qui pouvaient limiter son action et ainsi modifier en profondeur le système politique turc.

Durant l'état d'urgence, près de 30 décrets présidentiels ont été déclarés par le gouvernement, tous dépassant les prérogatives présidentielles ou

gouvernementales. Le Parlement n'a même pas été consulté pour ces décrets d'urgence, qui ont continué à s'appliquer bien après la fin de l'état d'urgence. Ceux-ci ont touché au fonctionnement de la police, de l'éducation, du système judiciaire, de l'administration ou de la vie économique.

Les décrets ont surtout permis d'opprimer et de persécuter, on estime que durant l'état d'urgence **200 000 personnes ont été arrêtées**. Mais des universitaires ou autres chercheurs ont aussi été renvoyés, des médias ont été fermés... L'AKP et Erdogan se sont servis de cet état d'urgence pour resserrer leur emprise sur la société turque, accélérer la mutation du régime vers l'autocratie, supprimer les voix dissidentes tout en revenant sur la séparation des pouvoirs qui aurait pu donner des moyens de s'en sortir à certains.

Une réforme consitutionnelle en 2017 au service d'un idéal autocratique néo-ottoman et islamo-conservateur

En 2017, avec la réforme constitutionnelle, **Erdogan a achevé son idéal autocratique néo-ottoman et islamo-conservateur** et fait basculer définitivement le pays. En effet, sous son action, le système turc est passé de parlementaire à présidentiel, avec une concentration des pouvoir entre ses mains alors que le Parlement est devenu secondaire. Cette réforme n'a fait que codifier ce qui était déjà devenu réalité en Turquie ces derniers mois.

Le pouvoir exécutif est donc transféré au président qui peut nommer beaucoup de monde à des postes clefs, comme le vice-président, les membres des cabinets ministériels ou des fonctionnaires. De plus, il peut choisir de déclarer l'état d'urgence ou de déployer l'armée quand il le souhaite. L'indépendance judiciaire turque est devenue douteuse et le président n'est plus responsable pour ses actions légalement parlant. Certains parlent d'un absolutisme présidentiel.

Une société civile turque sous contrôle

Les vues autocratiques d'Erdogan ne se limitent pas au contrôle anti démocratique des institutions et à la refonte de la Constitution. Elles sont visibles dans le contrôle exercé sur la population. Le gouvernement fait preuve d'un contrôle arbitraire des Organisations de la Société civile par exemple, créant une nouvelle société plus contrôlée où les opinions dissonantes ne sont pas les bienvenues.

Erdogan veut promouvoir de nouvelles valeurs, revenir sur l'héritage d'Atatürk et ainsi réislamiser la société. Il a ainsi rendu obligatoire l'enseignement du Coran à l'école, est revenu sur l'interdiction de porter le voile dans l'administration ou à l'université... Erdogan veut en finir avec la liberté de la presse, les syndicats, les organisations de femmes... Il se veut le seul vrai représentant du peuple et veut supprimer les voix dissonantes.

Enfin, il cherche à réimaginer la démocratie, ce qui fait que pour certains la Turquie ne mérite plus vraiment le titre de démocratie. Même si les institutions continuent à exister, elles sont dévoyées par le pouvoir qui prétend être le seul véritable défenseur de la démocratie. La modification et la perversion se font de l'intérieur et c'est une raison pour lesquelles l'opposition se disait inquiète pour la démocratie turque et voulait la sauver.

On a pu penser que ces dérives joueraient contre Erdogan, ce qui ne fut pas le cas...

UNE CAMPAGNE ELECTORALE COMPLIQUEE ET D'UNE RARE VIOLENCE

Une Turquie fracturée durablement

La campagne de 2023 a été marquée par une extrême violence, jamais vue en Turquie, autant verbale que physique. Cela est dû à une profonde rupture entre deux parties de la population turque et un président sortant

mis en danger dans les différents sondages d'opinion organisés avant le premier tour de l'élection présidentielle.

S'opposent en Turquie deux visions qui sont incompatibles et irréconciliables : une frange conservatrice de la population, très pratiquante et une frange plus modérée et occidentalisée. La première a permis la montée de l'AKP et Erdogan dès les élections de 1994, elle se réclame du sunnisme et a accueilli positivement les différentes tentatives d'Erdogan de réislamiser le pays en revenant sur les acquis d'Atatürk. Elle est majoritaire dans les campagnes et dans les villes moyennes et représente la base électorale de l'AKP et d'Erdogan. Ceux-ci se réclament du nationalisme et de la politique néo-ottomane défendue par Erdogan.

Le second groupe est majoritaire dans les grandes villes et les régions plus occidentalisées et il s'oppose clairement à la politique du président sortant qu'il qualifie d'anachronique et de néfaste pour la Turquie en général. Pour ces Turcs, bien plus audibles à l'international, la liberté et la démocratie sont des valeurs très importantes et il est inacceptable et inconcevable de voir Erdogan aller contre celles-ci. Cette sociologie, plus jeune, est aussi davantage au contact de l'Occident par le biais des études supérieures. A l'image de nombreux pays de la région, la Turquie compte une partie de ses jeunes formés à l'étranger ou ayant séjourné à l'étranger, ce qui alimente le ressentiment envers l'autocrate Erdogan.

L'essor du discours islamo-conservateur

Erdogan a bâti son règne politique sur le logiciel islamo-conservateur. En 2002, l'AKP avait déjà remporté les élections législatives grâce à un discours islamo-conservateur qui trouvait un écho certain dans une population où le sunnisme tenait une place centrale. Les différentes élections après 2003 et la nomination d'Erdogan comme premier ministre ont montré que ce discours continuait à faire recette en Turquie et assurait à Erdogan et à l'AKP des campagnes victorieuses. Il n'y avait pas de remise en question de leur influence et leurs chevaux de bataille restaient importants pour une majorité de Turcs. Ainsi, il était impensable qu'une élection puisse donner un autre

résultat qu'une large victoire de l'AKP et qu'Erdogan puisse être inquiété et mis en ballotage lors d'une élection. Mais le clivage dans la population turque s'est fait plus visible après 2017 et la réforme constitutionnelle voulue par Erdogan. Ainsi les différents sondages et une majorité d'observateurs occidentaux voyaient Receyp Tayyip Erdogan mis en ballotage lors de l'élection de 2018 et ainsi forcé de se présenter au second tour de l'élection présidentielle. Il n'en fut rien et cette opposition entre les deux Turquies ne se matérialisa pas dans les urnes avec une victoire franche et facile d'Erdogan.

Même si en 20 ans de règne Erdogan n'a jamais été mis en danger politiquement parlant, bénéficiant d'un appareil fonctionnant en sa faveur, cette nouvelle élection présidentielle s'annonçait comme la plus serrée qu'il ait connu. En effet, une partie de la population se montrait de plus en plus en opposition frontale avec le président accusé à juste titre de dérives autoritaires. Si l'islamo-conservatisme de l'AKP avait pu plaire en 2002, il fallait se rendre à l'évidence et accepter le fait que la société avait bien changé en 20 ans et ne semblait plus en phase avec Erdogan. Un nombre conséquent de Turcs, attachés à la figure d'Atatürk et à ses idéaux modernes et laïcs ne supportaient plus les excès d'Erdogan, accusé d'être un danger pour la démocratie.

Ainsi Erdogan a commencé la campagne dans la peau d'un outsider et pour la première fois de son règne il était placé derrière son opposant. Tout cela l'a forcé à redoubler d'efforts lors de la campagne et ainsi se montrer d'autant plus offensif face à son adversaire. Il l'a accusé de ne pas être à la hauteur de la fonction, étant un novice.

Au-delà de la violence de la campagne électorale effectuée par l'AKP, le discours islamo-conservateur s'est mué en une véritable chasse religieuse. Kemal Kilicdaroglu a ainsi été critiqué pour son appartenance religieuse pas en adéquation avec celle de la majorité des Turcs (il est alévi, mouvement du chiisme alors que la majorité des Turcs sont sunnites). Pour cette raison, on l'a accusé de ne pas être capable de comprendre les Turcs et leurs

revendications et de ne pas être la personne dont la population a besoin. De plus ses mœurs ont été décrites comme celles d'un mauvais musulman, impensable pour un leader turc responsable. L'une de ses propositions est de renvoyer les réfugiés syriens dans leur pays, où ils sont arrivés il y a dix ans et qui sont rejetés par une partie de la population. Pour la majorité et le président en place cela montre bien qu'il n'est pas en adéquation avec l'islam et ses valeurs d'aide aux plus nécessiteux et de charité. Erdogan en parallèle se montre attaché aux valeurs de l'Islam et se donne en spectacle régulièrement.

Mais cela est allé bien plus loin que les simples mots, en effet Devlet Bahçeli, dirigeant d'extrême droite et proche d'Erdogan est allé jusqu'à parler de traîtres pour parler de l'opposition et de ses défenseurs et dit "Ces traîtres recevront soit une peine de prison à perpétuité, soit des balles dans le corps !". Des rassemblements organisés par l'opposition ont été attaqués, comme à Erzurum le 7 mai dernier, attaques non critiquées au plus haut sommet de l'État. Devant de tels incidents, Erdogan est même allé jusqu'à accuser l'opposition en disant qu'ils encouragent la haine dans le pays.

La Turquie est habituée à des scènes de violence pareille en période électorale, mais c'est la première fois que celle-ci est encouragée par le pouvoir en place sans ambiguïtés. Kemal Kilicdaroglu a aussi à de nombreuses reprises été pris pour cible et l'opposition affublée de termes comme "terroriste", "séparatiste" (en référence au soutien des Kurdes au candidat d'opposition) ou même de "putschiste" (en référence au coup d'état manqué de 2016).

Pour ces différentes raisons, la campagne pour les élections de mai 2023 était d'une rare violence, ce qui a finalement profité à l'AKP et Erdogan. Une telle tension était vue comme la preuve d'une possible défaite d'Erdogan, mais ce ne fut pas le cas.

ERDOGAN A FAIT MENTIR LES SONDAGES ET SE DIRIGE VERS UNE VICTOIRE

Pour autant, et alors que les sondages d'opinion donnaient Erdogan mis en difficulté, celui-ci est arrivé en première position lors du premier tour de l'élection présidentielle le 14 mai dernier avec plus de 49% des suffrages alors que son opposant n'a recueilli que 44,9% des voix. Ces résultats vont à l'encontre de ce qui était annoncé depuis des semaines et montre qu'Erdogan est très bien installé en Turquie.

DES THEMES QUI FONT MOUCHE DANS L'ELECTORAT CONSERVATEUR

La recette d'Erdogan n'a pas changé, il joue sur la polarisation de la société turque en accentuant les clivages et se basant sur une rhétorique populiste, nationaliste et religieuse. Arrivé en tête du premier tour contre toute attente (si l'on en croit les sondages d'avant scrutin) il dispose d'une avance confortable et d'une très forte chance de rester au pouvoir. Alors que certains pensaient qu'après 20 ans de règne, le peuple turc demanderait du changement, surtout avec la crise économique et le double séisme de février, il n'en fut rien. Au contraire, Erdogan a réussi à parler à sa base et à rassembler autour de sa candidature. Les causes de cette "remontée" ou en tout cas de ce rétablissement de l'ordre établi sont multiples mais se trouvent principalement dans le fait qu'Erdogan a fait usage de vieilles techniques électorales qui lui ont toujours permis d'être réélu.

Il a ainsi réussi à instrumentaliser les divisions de la population turque et accentuer les clivages grâce à un discours identitaire et une rhétorique islamo-nationaliste. Il a ainsi joué de l'argument religieux au maximum, se peignant comme le bon musulman sunnite, respectueux et défenseur des valeurs traditionnelles turques, face à un laïcard alévi (courant du chiisme)

qui voulait les détruire au profit des valeurs occidentales. Kemal Kilicdaroglu a bien essayé de se montrer plus consensuel sur le thème de l'Islam malgré son étiquette de kémaliste (se réclamant d'Atatürk et de la laïcité) sachant qu'il naviguait en eaux troubles sur ce point. Il a ainsi promis de reconnaître le droit des femmes à porter le foulard dans la nouvelle constitution, se montrant ainsi plus flexible sur cette question que Muharrem İnce qui s'était présenté pour le CHP en 2018 face à Erdogan.

Erdogan a aussi insisté sur les question ethniques et sociologiques pour prendre l'ascendant sur son opposant, ce qui a été plus que profitable. Il a aussi clamé haut et fort l'importance de la nation, la grandeur du pays qui devait retrouver son lustre et influence d'antan, ce qui a plu à des Turcs nostalgiques de la grandeur passée de l'Empire Ottoman. Ainsi, on retrouve régulièrement dans les discours du président sortant ou de la communication d'État, des références au passé glorieux de l'Empire.

Dans toute sa carrière politique, Erdogan a adopté un discours clivant et populiste, bien souvent violent. Cette rhétorique a été récompensé par ses nombreuses victoires électorales alors que son positionnement peut sembler extrême d'un point de vue occidental. La société turque est profondément divisée et il est plus facile de cliver que de rassembler en temps de campagne politique. Ainsi Kemal Kilicdaroglu doit se préparer à des attaques encore plus virulentes durant l'entre-deux tours et il n'est pas impossible qu'au soir du second tour il ait perdu des voix pour cette raison.

Plutôt que de rassembler et d'apaiser, ce que Kemal Kilicdaroglu a tenté de faire durant sa campagne, Erdogan joue habilement le jeu de la majorité contre la minorité. Il a abordé les questions religieuses, alors qu'une majorité de Turcs sont sunnites et qu'Erdogan s'est allié aux fondamentalistes religieux face aux séculiers des grandes villes. Il a clivé autour des Turcs contre les terroristes kurdes, qui soutiennent Kemal Kilicdaroglu par le biais du HDP. Ainsi Kilicdaroglu est accusé d'être un ennemi de la nation et de l'intégrité territoriale.

Durant toute la campagne il a utilisé la phrase "ceux-là" pour parler de ses opposants, les renvoyant à une altérité pleine de dédain. En plus des qualificatifs comme "ceux-là sont des terroristes", "ceux-là sont des séparatistes" ou "ceux-là ne sont pas comme nous", nous avons eu droit à des discours critiquant le soutien de Kemal Kilicdaroglu aux LGBT avec des "ceux-là veulent se marier avec des animaux". En bref, les opposants à Erdogan étaient vus comme des ennemis de la Turquie et de ses valeurs. Parfois, Erdogan est même allé jusqu'à peindre Kemal Kilicdaroglu comme un alcoolique, ce qui a créé l'indignation au sein de la base de l'AKP.

Mais la violence est indissociable de la carrière politique d'Erdogan, lors de ses différentes campagnes mais aussi avec des actions très dures comme après le coup d'État de 2016 quand des centaines de milliers de personnes ont fini derrière les barreaux.

UN BILAN ECONOMIQUE FLATTEUR SI L'ON OUBLIE LES DERNIERES ANNEES

Comme nous avons pu le voir, Erdogan est rendu coupable des crises que la Turquie subit actuellement. Pourtant pour de nombreux Turcs cela est à relativiser avec le "miracle" économique et la forte croissance connue par le pays depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan. Son action a permis au pays de croître de manière exponentielle et peu de gens ont oublié cela et lui pardonnent les récents échecs, au vu des réussites passées.

Depuis le début de la campagne, nous ne nous sommes intéressés qu'aux déboires actuels de l'économie turque et à la responsabilité d'Erdogan dans ce désastre. Pourtant il ne faut pas omettre de signaler que durant les 20 ans de règne d'Erdogan le PIB turc a évolué de 240 milliards en 2002 à 905 milliards d'euros en 2022, en connaissant un pic en 2019. Pour de nombreux Turcs, qu'Erdogan et l'AKP ont fait sortir de la pauvreté, tout cela n'a pas été oublié et explique un vote Erdogan important et une mobilisation importante le jour de l'élection.

Alors que l'économie mondiale marquait le coup, le PIB turc a augmenté de 5,6% en 2022 ce qui reste plus qu'honorable. De plus, le secteur tertiaire et la finance ont considérablement augmenté en termes d'importance dans le PIB turc, montrant qu'Erdogan a réussi à faire entrer le pays dans une nouvelle ère (en 2022, le secteur de la Finance a augmenté de 22,7%). La demande domestique joue un rôle important dans la croissance du PIB (11,5% de la croissance en 2022 est due à la consommation).

Un certain nombre de citoyens, notamment d'Anatolie et de l'Est du pays, régions historiquement plus pauvres, ont ainsi rejoint la classe moyenne et sont reconnaissant à Erdogan pour cela. Ce qui explique que le discours de l'opposition visant à décrédibiliser le bilan économique de l'AKP ne passe pas partout, étant donné que les avancées ont été massives et conséquentes ces dernières années. Les atteintes à la liberté d'expression ou l'état de droit les touchent au regard des apports économiques et sociaux des politiques de l'AKP. Erdogan a fait de la Turquie la 19ème économie mondiale avec une des croissances les plus fortes du G20 durant les deux dernières décennies. Les échanges ont aussi cru de manière exponentielle, confortant Erdogan et son discours néo-ottoman visant à faire de la Turquie un champion dans la zone.

En définitive, la mauvaise situation économique ne s'est pas traduite par un vote massif en faveur de Kemal Kilicdaroglu, jugé novice et surtout beaucoup moins apte que l'actuel président pour résoudre certains problèmes. Kilicdaroglu a tenté de faire en sorte que la campagne ne soit centrée que sur les questions économiques et de fonctionnement de l'État, qu'il était censé mieux maîtriser car répondant aux codes occidentaux. Mais même sur ce plan, il n'est pas parvenu à prendre l'ascendant sur un candidat qui a fait ses preuves.

UN ERDOGAN PLUS PRESIDENTIABLE ET CREDIBLE QUE SON OPPOSANT

Beaucoup de Turcs n'ont pas voulu faire confiance aux sondages et tomber dans les bras de l'opposition, jugée moins à même de résoudre l'ensemble des problèmes dont souffre la Turquie actuellement. Cela est dû à l'expérience mais aussi au fait que les méthodes d'Erdogan et de l'AKP ont fait leur preuve par le passé, ce qui les incite à ne pas vouloir changer et continuer à faire confiance aux mêmes qui sont aux manettes depuis de nombreuses années.

Au soir du premier tour, Erdogan s'est dit clairement en tête mais prêt à accepter les résultats et la tenue d'un second tour. Ce qui a comme avantage d'apaiser les Turcs, alors que l'on pouvait légitimement craindre une contestation et des violences après une campagne d'une rare violence. Il n'en est rien et cela ajoute à l'image présidentielle du "Reis" Erdogan, un bon point de plus pour le président sortant.

Face à cela, Kemal Kilicdaroglu se démarque par un manque de charisme certain et souffre de la comparaison avec Erdogan, véritable animal politique rompu aux joutes électorales. Celui-ci prône la concorde et veut rassembler, ce qui a amené un certain nombre de personnes à le surnommer Gandhi. Mais Kemal Kilicdaroglu n'est pas un bon orateur, à la différence d'Erdogan, et surtout une image de bureaucrate adepte de la langue de bois lui colle à la peau. Il a reçu une formation de comptable puis est rentré à la sécurité sociale turque.

De plus Kemal Kilicdaroglu n'a jamais vraiment fait consensus au sein d'une opposition morcelée, il n'inspire pas non plus la confiance pour de nombreux Turcs qui pointent du doigt son inexpérience. Il est devenu candidat contre toute attente, alors qu'il n'apparaissait pas comme le plus capable des 6 candidats d'opposition qui se lançaient dans la course il y a quelques mois. Mais il a réussi à rassembler tout le monde autour du mantra "Anti-Erdogan". Mais cette capacité à rassembler et à faire des concessions n'est pas qu'une

bonne chose étant donné que cela rend le candidat difficilement audible. De plus, l'opposition n'affiche pas une parfaite harmonie et ne parvient pas à s'entendre sur de nombreux points. Erdogan a joué de cette faiblesse alors qu'il se dit tout puissant et en phase avec la majorité sans nécessiter des grands écarts.

Sur les programmes c'est aussi un peu court pour l'opposition et c'est pour cela qu'Erdogan est apparu comme plus crédible. En effet, Kemal Kilicdaroglu traite Erdogan de dictateur et son principal argument est de chercher à rétablir la démocratie et l'État de droit. Comme nous l'avons vu, Erdogan est responsable d'une dégradation de la démocratie et de la liberté de la presse en Turquie, pourtant leur restitution ne constitue pas en elle seule un programme en soi.

Sur le plan international, là encore Erdogan est jugé plus crédible que son adversaire et son expérience joue clairement en sa faveur. Erdogan a en effet remplacé la Turquie dans le concert des nations, imposant le pays comme interlocuteur privilégié dans la zone ou à l'étranger (on peut citer les interventions en Syrie ou en Libye ou la médiation sur les céréales en Ukraine). Il est notamment apprécié et proche de Vladimir Poutine, icône de la lutte contre l'ordre mondial dominé par les occidentaux.

Mais les divergences au niveau de l'international ne sont pas si claires, ce qui rend la parole de Kilicdaroglu d'autant plus inaudible. En effet, il veut rester dans l'OTAN mais ne veut pas cesser le dialogue avec Poutine, il ne s'est pas exprimé sur les questions grecque ou chypriotes mais s'il était élu il ne devrait pas dévier de la fermeté d'Erdogan sur ces sujets.

Bref, s'il venait à être élu le 28 mai rien ne changera réellement en Turquie car il ne faut pas oublier que l'AKP a été au pouvoir durant plus de 20 ans, ce qui lui a laissé le temps d'infiltrer l'appareil d'état et tout ne reviendrait pas à l'avant 2003 en un claquement de doigts. En définitive cela explique pourquoi un nombre conséquent de Turcs, presque 50%, ont choisi de rester fidèle à Erdogan, Car même si certains ont pu se montrer en désaccord avec

sa politique, ils ne peuvent pas voter pour Kemal Kilicdaroglu qui reste un novice et ne changerait pas radicalement la face du pays en quelques jours. Les Turcs ont préféré l'original à un ersatz de révolutionnaire, ce qui explique qu'Erdogan soit arrivé en tête au premier tour et se dirige vers une nouvelle victoire électorale. De plus, la base électorale de l'AKP est bien établie et surtout elle se mobilise en masse lors des élections, ce qui rend toute défaite peu probable...

UN CHANGEMENT RADICAL ENCORE LOIN

Le journal britannique The Economist parlait de l'élection la plus importante de 2023 ce qui montrait l'attention des Occidentaux pour ce scrutin, mais cette élection n'a pas eu l'effet escompté. Cela aurait pu se terminer après le premier tour car Erdogan a longtemps disposé d'une avance confortable, émergeant à plus de 50% des suffrages. Ce n'est que dans la soirée que le président sortant est passé sous cette barre et qu'un second tour s'est profilé. Pour autant, il a manqué de peu le seuil fatidique, obtenant 49.5% des voix.

ASCENDANT ERDOGAN, MEME SI SINAN OGAN EST VU COMME LE FAISEUR DE ROI

Comme nous avons pu le dire, Erdogan est dans une bien meilleure situation que son adversaire et sauf problème ou renversement majeur il ne devrait pas être inquiété le 28 mai. En effet, il dispose d'une base plus importante qui est plus déterminée et se mobilise plus facilement. Il est aussi en phase avec la majorité des Turcs et dit ce qu'ils veulent entendre. Il est passé maître dans l'art de cliver pour ainsi mieux alimenter la violence qui lui a toujours bénéficié. Enfin, il est ce que l'on pourrait qualifier d'animal politique, il n'a aucun rival dans son pays quand il s'agit des campagnes électorales et est inarrêtable quand il descend dans l'arène politique.

Face à cela, son opposant se démarque par un manque de charisme criant et faute de vouloir rassembler, il n'est pas capable d'être audible face à un Erdogan qui défend un discours simple qui a fait ses preuves par le passé. Ainsi les deux semaines additionnelles de campagne pour lui vont être très difficiles et vont être tout aussi violentes que les précédentes. Ses conseillers l'ont averti que cette mollesse pouvait lui coûter la victoire finale, ainsi il a

tenté de donner un nouveau souffle à sa campagne en adoptant des accents plus nationalistes et en insistant sur le fait qu'il voulait renvoyer chez eux les réfugiés Syriens, sans grande réussite.

Le troisième homme de ce premier tour, Sinan Ogan a rassemblé 5,17% des suffrages et pourrait être un véritable faiseur de rois en pratique. Mais il ne faut pas oublier qu'avant 2017 il était membre du parti d'extrême droite MHP et il n'a été exclu de ce parti que parce qu'il était opposé à la réforme constitutionnelle de 2017, ce qui laisse penser que son électorat devrait se reporter sur Erdogan. De plus, s'il avait vraiment voulu rejoindre le front anti-Erdogan, il se serait retiré au profit de Kiliçdaroglu comme les autres candidats, ce qui ne fut pas le cas et montre que de nombreux sujets l'opposent au candidat kémaliste. Le seul espoir de Kilicdaroglu réside dans le fait qu'il appartient à la minorité azéri de Turquie et non à l'ethnie dominante, signifiant qu'une partie de son électorat pourrait ne pas apprécier la rhétorique d'Erdogan, pour autant est-ce suffisant pour rafler toutes les voix d'Ogan, il est difficile de le croire.

Une autre inconnue est bien évidemment la possible contestation des résultats du second tour qui pourrait être un ressort de choix pour l'opposition mais moins pour Erdogan. En effet, Erdogan sait qu'il a l'avantage et que toute tentative de contestation des résultats irait en sa défaveur. Tout cela pourrait bien évidemment ne pas être vrai en cas de retournement massif des rapports de force et de victoire de Kemal Kiliçdaroglu, mais cela reste peu probable au regard des rapports de force actuellement. De plus il faut se rappeler des élections municipales à Istanbul en 2019, qui ont vu la victoire de l'opposition de peu. L'invalidation des résultats par Erdogan, a renforcé le score de l'opposition un mois plus tard. Ce souvenir est encore vivace dans son esprit, surtout que cet événement l'a clairement desservi et il ne veut pas se retrouver dans la même situation, accentuant encore un peu plus son image autocratique pour aucune raison alors qu'il est arrivé clairement en tête. De plus, il faut souligner que l'appareil d'État fonctionne clairement pour Erdogan, lui donnant une exposition plus importante dans les médias par exemple.

Du côté de l'opposition c'est moins simple, et il y a fort à parier qu'en cas de recours les Occidentaux se placeront de son côté. Pour cette raison, Kiliçdaroglu a fait placer des experts et autres avocats dans chaque bureau de vote pour s'assurer du bon déroulement du scrutin (Erdogan en a fait de même, voulant se battre à armes égales). Lors du premier tour, l'opposition a dit qu'il fallait rester concentré sur les urnes et ne pas les quitter des yeux, prétendant qu'ils ne pourraient pas dormir ce soir-là (Erdogan en a encore fait de même). L'opposition a aussi remis en cause les résultats annoncés par l'agence officielle Anadolou, prétendant que les chiffres annoncés étaient faussés et donnaient un avantage à Erdogan. Le pouvoir en place a bien évidemment décrié cette accusation calomnieuse, mais l'opposition n'en démord pas et selon elle les écarts ne sont pas si importants. Pour autant Kiliçdaroglu et ses supporters n'ont pas brandi cet argument au premier tour, étant donné qu'ils ont obtenu ce qu'ils voulaient avec l'organisation d'un second tour. Ils risquent de répéter ces arguments pour le second tour s'ils venaient à perdre de peu...

CELA ILLUSTRE UNE MECONNAISSANCE OCCIDENTALE DE LA TURQUIE ET DE SON PEUPLE

Comme aux États-Unis où Trump est sans cesse rabaissé et où son influence est minimisée, les observateurs Occidentaux ont sous-estimé Erdogan, en voyant son opposant plus beau qu'il ne l'est réellement. En d'autres termes, ils ont pris leurs rêves pour des réalités et une fois de plus ont pensé que leur vision et leurs valeurs étaient universelles, alors que ce n'est évidemment pas le cas.

Comme nous l'avons vu, cette campagne a pris des accents ethniques et religieux, des choses que les Occidentaux minimisent comme axe de campagne. Ce n'est pas la première fois que ce genre de clivages est mécompris des Occidentaux. Nous pouvons prendre l'exemple de nombreuses guerres que les Américains ou leurs alliés ont perdu faute de comprendre le terrain ou les us et coutumes. Ainsi en Irak, les Américains

ont réveillé de vieilles tensions entre chiïtes et sunnites, en Afghanistan ils se sont fait prendre de vitesse par les extrémistes religieux. Mais ce ne sont pas les seuls bien évidemment, car aucune élection n'échappe à la question ethnique en Afrique alors que c'est par notre découpage hasardeux du continent que nous avons accentué l'intensité de conflits qui datent de bien avant la décolonisation.

En Turquie comme dans les pays Occidentaux, les élections ne se jouent pas dans les grandes villes mais surtout dans les zones périphériques où se trouve la véritable population du pays. Il ne faisait aucun doute que Kemal Kılıçdaroglu allait l'emporter à Istanbul ou İzmir, mais une élection ne se joue jamais uniquement dans ces villes. À ce titre, Donald Trump ne pourra jamais l'emporter à New-York par exemple, ce qui ne l'a pas empêché d'être élu en 2016.

De plus en plus, les occidentaux se basent uniquement sur ce qui est dit dans les grandes villes pour se fonder une opinion, en négligeant la véritable situation des pays concernés. Il est vrai qu'Erdogan s'est rendu coupable de dérives autocratiques, il est vrai qu'il n'est pas apprécié par les Turcs des grandes villes et d'une certaine diaspora occidentalisée mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas capable de remporter des élections, bien au contraire.

Il est nécessaire de tenter de comprendre véritablement les différents régimes qui nous entourent, les différentes coutumes pour ainsi éviter de se mettre à dos certains dirigeants avec qui nous allons traiter assurément. Ainsi Erdogan ne va pas changer sa vision de l'Occident après que nous avons pronostiqué avec tant d'optimisme sa défaite. Pire, l'ambassadeur américain a rencontré le candidat de l'opposition le mois dernier et c'est mis à dos le candidat Erdogan avec ce qui pourrait être vu comme de l'ingérence¹. Ainsi le président sortant a attaqué l'ingérence américaine en affirmant que Biden souhaitait « le renverser » lors d'un meeting à Istanbul précédant le premier tour de l'élection présidentielle.

De même, que doivent penser les citoyens de ces pays quand ils voient que les Occidentaux tentent d'imposer leurs vues et leurs intérêts à travers des élections ? Cela pourrait les pousser vers des régimes plus durs et moins occidentalisés qui prennent en compte leurs visions et leurs besoins. Cette méconnaissance ou aveuglement pourrait précipiter certains conflits et nous mettre à dos certains pays qui ne sont pas foncièrement attachés à la Chine ou la Russie...

UN MESSAGE DE PLUS ALLANT DANS LE SENS DES AUTOCRATIES

Alors que les régimes illibéraux pullulent dans le monde, le résultat de ce premier tour et l'issue presque inéluctable de cette élection ne sont pas porteurs de bonnes nouvelles pour les Occidentaux dans leur opposition avec les autocraties. En effet, ce résultat qui a pu nous sembler improbable montre un attrait certain pour les régimes s'opposant aux systèmes de démocratie libérale et participative.

Nous devons réaliser que ce genre de régimes peuvent en attirer plus d'un dans le monde et il ne faut pas sous-estimer leur influence. En effet, comme en Turquie, une grande partie de la population vivant dans ces pays ne sont pas obnubilés par la démocratie car ils placent d'autres priorités pour leur Gouvernement. Cela s'illustre notamment dans différents de la zone après le relatif échec des Printemps arabes à aboutir sur des démocraties libérales et stables.

Il est important de réaliser que nous ne pourrions vraisemblablement pas imposer un changement à ces pays comme l'illustre les échecs américains en Irak et en Afghanistan. Ainsi, il reste plus important de maintenir le lien avec eux tout en espérant une évolution qui nous soit plus favorable par l'attrait de notre modèle sur le plan du soft power que par celui du hard power. Ainsi discuter et échanger valent plus que n'importe quelle leçon de morale car nous pouvons faire davantage par la diplomatie et l'échange que par la confrontation.

De plus nous nous trouvons dans une période où la rhétorique illibérale et les modèles alternatifs, en opposition avec le modèle occidental, se multiplient dans le monde. Ils sont dits plus proches du peuple, plus en capacité de répondre à leurs attentes et à leurs aspirations. Cette multiplication montre un attrait toujours plus important de cette forme de gouvernement. En nous concentrant sur une critique morale, nous risquant de nous mettre à dos une grande partie du monde, mais aussi de les jeter dans les bras de certaines puissances qui n'attendent que cela comme la Russie et la Chine.

Même s'il existe une demande de la part de ces pays en ce qui concerne des régimes plus restrictifs et plus autocratiques, ils ne cherchent pas forcément à rejoindre le camps des régimes clairement opposés à l'ordre établi comme la Chine ou la Russie. Mais en nous opposant frontalement à eux et en cherchant à leur appliquer nos modèles, nous risquons de les perdre définitivement et ainsi de nous en mordre les doigts. La Turquie par exemple, cherche depuis peu à rejoindre les BRICS y trouvant davantage son compte alors que l'Union Européenne ou les États-Unis ne les contentent plus et semblent ne pas leur offrir les mêmes garanties.

LES CONSÉQUENCES POUR LA FRANCE ET POUR L'EUROPE

En cas de nouveau succès d'Erdogan, les conséquences pour l'Occident et la zone seront d'importance, selon la confirmation d'un virage autoritaire avec un seul homme aux manettes pouvant se montrer menaçant ou l'émergence d'un régime plus démocratique et ouvert.

Sur la scène internationale, la vision néo-ottomane d'Erdogan, qui veut faire de la Turquie un champion régional, non aligné sur l'Occident, peut poser problème. En effet, elle va à l'encontre de la vision d'Atatürk qui voulait une Turquie proche de l'Occident. Comme nous l'avons dit, la population turque est très occidentalisée et attachée aux valeurs occidentales et voit d'un mauvais œil cet antagonisme avec un Erdogan qui s'isole. De plus cette volonté de puissance a poussé Erdogan à envoyer les troupes turques en Syrie ou en Libye, pour aider « leurs frères musulmans » mais cela s'est traduit par un afflux de réfugiés syriens par exemple, qui restent dans le pays plus de dix ans après le début de la guerre. Ceux-ci ont du mal à s'adapter ou trouver un travail, alors que leurs enfants fréquentent les écoles turques et pèsent sur les finances publiques, ce qui crée un ressentiment migratoire dans un pays où le coût de la vie augmente de manière exponentielle.

Durant son règne, Erdoğan a pu se montrer critique voire hostile envers l'Occident, et sa possible reconduction peut en inquiéter plus d'un car il y a fort à parier que la Turquie continuera sur cette voie. Concernant l'Union Européenne, les pourparlers d'adhésion ont été stoppés avec la réforme constitutionnelle de 2017 et il est peu probable qu'Erdoğan effectue un tournant politique vers l'UE, notamment en ce qui concerne le respect de l'État de droit. De même, les rapports avec les États-Unis et l'OTAN ne sont pas dans un meilleur état, avec la sortie de la Turquie du programme F-35 américain ou les blocages pour l'adhésion de la Finlande ou la Suède à l'Alliance Atlantique. Enfin, la Turquie a montré des signes de

rapprochement avec la Russie, ce qui peut provoquer un changement de rapport de force pour la sécurité de la zone. En effet, Erdoğan a toujours refusé de sanctionner la Russie et Vladimir Poutine a apporté son soutien à un dirigeant aux « objectifs ambitieux » le mois dernier.

L'opposition, quant à elle, se veut davantage consensuelle, mais il existe une incertitude sur la politique menée en cas de défaite d'Erdoğan. Il ne faut pas oublier que la coalition s'opposant à l'AKP est diverse et que seul le ressentiment envers le président sortant rassemble les partis. Sur le plan de la politique étrangère, les différents membres ont du mal à se mettre d'accord. Pour autant, Kılıçdaroğlu a donné son avis sur de nombreux points. Il veut se rapprocher de l'UE en accélérant la démocratisation dans le pays, des Américains et de l'OTAN en revenant dans le programme F-35 et en acceptant la candidature suédoise. Il cherche aussi à persévérer pour faire du pays un interlocuteur de choix dans la guerre en Ukraine, notamment avec un accord sur les céréales amplifié, tout en se montrant plus ferme avec la Russie. Sur la question des Syriens, pris pour cible dans le pays, il veut le retour des troupes turques engagées dans le pays de Bachar-Al-Assad et rétablir le dialogue avec ce dernier.

Tout l'héritage Erdoğan ne sera pas remis en cause pour autant, en cas de défaite du président sortant. Ainsi, quel que soit le président élu, les Grecs peuvent s'attendre à des relations complexes et conflictuelles avec la Turquie en Mer Égée à cause des hydrocarbures dont la Turquie a besoin sachant qu'elle consomme plus d'énergie qu'elle n'en produit. De même, la relation rapprochée avec la Russie ne devrait pas évoluer pour des raisons similaires car les Russes fournissent des hydrocarbures à la Turquie et participent à la construction de centrales nucléaires dans le pays. Aussi, il semble que la volonté de faire de la Turquie une puissance régionale soit partagée par Kemal Kılıçdaroglu qui compte discuter avec de nombreux États. Enfin, il y a peu de chances que la question de Chypre et de l'occupation de la partie Nord de l'île évolue car une majorité de Turcs y est attaché. Certes Kemal Kılıçdaroglu est certes plus accommodant pour les Occidentaux qu'Erdoğan, mais il n'en reste pas moins turc et cherchera à

défendre les intérêts de son pays. Il est donc probable qu'il défende la même politique que son prédécesseur sur dans pans entiers. De plus, il reste relativement novice sur de nombreux points, ce qui n'en fait pas un interlocuteur privilégié.

L'intérêt de la Turquie pour les l'Europe et l'Occident reste très élevé. La Turquie est un peu le pays pivot au carrefour de trois zones : la Méditerranée, l'Europe, en particulier de l'Est, et du Moyen-Orient. Une victoire supplémentaire d'Erdogan confirmerait l'ancrage islamiste de la Turquie et un tournant de moins en moins favorable pour l'Occident.

CONCLUSION

Cette élection présidentielle est la plus contestée pour Receyp Tayyip Erdogan depuis son arrivée au pouvoir en 2003. Son parti AKP avait gagné les élections législatives de 2002 sur fond de crise économique. Il est ainsi paradoxal qu'il puisse être mis en ballottage par son concurrent Kemal Kılıçdaroğlu. En effet, si le président sortant possédait plutôt un bon bilan économique, avec une explosion du PIB de 240 milliards d'euros en 2002 à 905 en 2022, ce bilan s'est obscurci avec une série de mauvaise gestion. Son bilan économique s'est terni avec une forte inflation, une dépréciation de la Livre turque mettant à mal le pouvoir d'achat des Turcs. Ces mauvaises nouvelles économiques se sont ajoutées aux deux séismes qui ont été mal géré par le pouvoir en place.

Pour autant, le premier tour de l'élection présidentielle a certes mis Erdogan en ballottage, mais le président sortant a terminé en tête en frôlant la réélection avec 49,52% des suffrages. Cela s'explique notamment par le positionnement politique du président sortant qui mène une politique néo-ottomane autour de deux piliers : nationalisme et islamisme. Il mène ainsi une politique islamo-conservatrice en s'appuyant sur les valeurs religieuses et traditionnelles qui emportent une adhésion dans le cœur du pays à rebord des côtes et des grandes villes. De plus, sa politique nationaliste se fonde sur une défense de l'identité turque autour de son histoire ottomane sur le plan intérieur, appuyé par un régime fort ainsi qu'une politique étrangère de plus en plus anti-occidentale. Enfin, en animal politique expérimenté, il a appuyé sur les faiblesses de son adversaire pour prendre un avantage décisif au premier tour : clarté de la ligne islamo-nationale face à une opposition réunie principalement autour du rejet d'Erdogan, habituée aux joutes politiques face à un candidat technocratique.

Ce résultat reste malgré tout un bon score pour l'opposition qui voit la mise en ballottage d'Erdogan comme une opportunité de le battre au second tour dans une coalition anti Erdogan. En effet, Erdogan n'a pas réussi à se faire élire dès le premier tour à la différence de la précédente élection et

l'opposition a augmenté son score avec l'union. Cependant, les résultats du premier tour ainsi que la prise de position de Sinan Oğan ne laisse pas présager un bon report de voix du 3^{ème} candidat (5,17%) en faveur de Kemal Kılıçdaroğlu.

Cette élection est riche d'enseignement parce qu'elle souligne : que la rhétorique populiste en perte de vitesse après une mauvaise gestion du Covid (Brésil avec Bolsonaro et États-Unis avec Trump) pourrait reprendre de la vigueur, ce qui interroge sur la fin du populisme avec la crise sanitaire, ou est-ce que cette crise était une parenthèse ? De plus, cela montre une mauvaise compréhension des jeux politiques dans le monde arabe, puisque les prévisions occidentales ou les souhaits dominants ne se sont pas réalisés à l'épreuve des rendez-vous démocratiques. Enfin, les conséquences pour l'Europe et l'Occident restent très importantes au regard de l'importance de la Turquie qui est au carrefour de trois continents : l'Europe, l'Afrique et l'Asie avec des zones clés comme la Méditerranée, du Moyen-Orient et l'Europe du Sud-Est. Une élection d'Erdogan confirmerait le tournant néo-ottoman de la Turquie dans une position de plus en plus anti-occidentale et une défaite pourrait raviver les discussions entre la Turquie et l'Union européenne. Pour autant, quel que soit le résultat, cela ne résout pas la question de l'avenir de la Turquie et de sa place dans l'Occident puisqu'il est nécessaire pour l'Europe de définir une stratégie pour une nouvelle relation entre notre continent et la Turquie.

Par **Pierre Clairé**, Directeur adjoint des Études du Millénaire.

Contribution : **William Thay**, Président du Millénaire

Credit Photo : [Erdogan via Wikimedia Commons](#) sous licence [CC BY-SA 4.0](#)
[Kemal Kılıçdaroğlu](#) via Wikimedia Commons sous [CC BY 3.0](#)

ⁱ <https://turkishminute.com/2023/04/03/erdogan-say-his-door-closed-us-ambassador-due-to-meeting-with-kilicdaroglu/>



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*